

NIGER (Liste de Surveillance Catégorie 2)

Le Niger est un pays d'origine, de transit et de destination pour les enfants, les femmes et les hommes traités victimes du travail forcé et de la traite à des fins sexuelles. Des pratiques d'esclavage basées sur les castes perdurent essentiellement dans la partie nord du pays. Des garçons nigériens sont soumis à la mendicité forcée ou à des travaux forcés dans le pays, ainsi qu'au Mali et au Nigéria, par des marabouts (instructeurs religieux) corrompus; ces individus, ou d'autres réseaux clandestins mal organisés, peuvent également placer des filles nigériennes dans des circuits de servitude domestique ou de commerce du sexe. Des enfants nigériens sont soumis aux travaux forcés dans les mines d'or, l'agriculture, et les carrières du pays. Des filles sont soumises à la prostitution le long de la frontière avec le Nigéria, notamment le long du grand axe routier reliant les villes de Birni N' Konni et de Zinder. Il est rapporté que des filles nigériennes contractent des « mariages » avec des ressortissants étrangers vivant en Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis, se retrouvant forcées à la servitude domestique dès leur arrivée dans ces pays. Dans la région de Tahoua au Niger, des filles nées esclaves sont forcées à se marier à des hommes qui les achètent en tant que « cinquième épouse » puis les soumettent au travail forcé et à la servitude sexuelle; leurs enfants naissent dans des castes d'esclaves. Des chefs traditionnels jouent un rôle fondamental dans cette forme d'exploitation à travers l'asservissement d'enfants dans leurs propres familles, ou l'arrangement de « mariages » avec d'autres individus puissants. Dans une moindre mesure, des filles victimes de mariages forcés peuvent être menées à la prostitution par leurs « maris, » et un nombre plus important de ces filles sont exploitées dans le commerce du sexe après avoir fui leur mariage nominal. Des femmes et des enfants nigériens sont recrutés au Niger pour être transportés au Nigéria, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, et en Europe où ils sont par la suite soumis à la servitude domestique et à la traite à des fins sexuelles. Selon certaines informations non confirmées, pendant l'année, des ouvriers chinois ont été forcés à travailler dans une raffinerie de pétrole au Niger. Le Niger est un pays de transit pour les hommes, les femmes, et les enfants venant du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Gabon, du Ghana, du Mali, du Nigéria, et du Togo, en partance pour l'Algérie, la Libye, et l'Europe de l'Ouest ; certains sont peut-être soumis aux travaux forcés au Niger comme domestiques, mécaniciens, soudeurs, comme ouvriers dans les mines et les exploitations agricoles, ou travailleurs dans les bars et les restaurants.

Le gouvernement du Niger ne satisfait pas pleinement aux normes minimales en matière d'élimination de la traite des personnes. Les pouvoirs publics n'ont pas montré qu'ils redoublaient d'efforts dans la lutte contre la traite des personnes par rapport à l'année précédente ; par conséquent, le Niger est placé sur la Liste de Surveillance Catégorie 2 pour la troisième année consécutive. Il a été accordé au Niger une dérogation le déclassant du niveau 3, qui serait normalement exigé dans ce cas, parce que le gouvernement a un plan écrit qui, s'il est mis en œuvre, constituerait un effort significatif pour répondre aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes et qu'il consacre des ressources suffisantes pour la réalisation ce plan. Pendant l'année, le gouvernement a pris quelques mesures pour finaliser un cadre juridique national de lutte contre la traite des personnes et le Président de la République a parlé publiquement de l'engagement du gouvernement à prendre des mesures vigoureuses pour

l'application de la loi contre l'esclavage, la prostitution des enfants, la mendicité des enfants à des fins d'exploitation, et d'autres formes de traite des personnes. Il était notable que cette déclaration publique a explicitement fait référence aux formes particulières de traite et mis en exergue la volonté de punir sévèrement les trafiquants, car les hauts responsables nigériens, par le passé, se sont montrés réfractaires à reconnaître la persistance de l'esclavage traditionnel, et les efforts du gouvernement pour appliquer des sanctions pénales à ceux qui exploitent les autres par le service forcé, ont été pratiquement inexistantes.

Recommandations pour le Niger: Fournir des orientations de politique aux agences compétentes pour l'exécution intégrale de la loi sur la lutte contre la traite ; continuer à donner suite aux plaintes déposées en justice par les ONG tout en renforçant les efforts pour entreprendre des enquêtes et punir les personnes se livrant à la traite, en particulier ceux coupables de délit d'esclavage, en se basant sur la loi sur la lutte contre la traite de personnes; imposer les peines appropriées aux individus condamnés pour des crimes de traite, et faire appliquer les décisions de justice; former les forces de l'ordre et les autorités judiciaires sur l'ensemble du territoire sur les dispositions de la loi sur la lutte contre la traite et assurer une large diffusion du texte de loi; en coordination avec les ONG et les organisations internationales, former les agents chargés d'appliquer la loi à identifier de façon proactive les victimes de traite parmi les populations vulnérables, telles que les femmes exerçant la prostitution, les filles nées des castes d'esclaves et les enfants sur les chantiers; élaborer des procédures systématiques pour référer les victimes identifiées vers des services de protection et appuyer les ONG partenaires dans la prise en charge des victimes; accroître les efforts pour secourir les victimes des pratiques d'esclavage traditionnel; initier les enquêtes de police sur les cas suspectés de responsables locaux en collusion avec des trafiquants ou acceptant des pots-de-vin pour entraver les enquêtes criminelles des crimes de traite, en particulier l'esclavage traditionnel ; impliquer les représentants de la société civile dans des discussions sur la politique de lutte contre la traite des personnes et s'assurer qu'ils ont une plate-forme pour apporter des contributions significatives dans le processus de prise de décisions; affecter des moyens financiers pour le fonctionnement de la Commission Nationale de la Coordination de la Lutte contre la Traite des Personnes et de l'Agence Nationale de Lutte contre le Traite des Personnes ; et mettre en œuvre une initiative pour sensibiliser le public sur la nouvelle loi de lutte contre le traite des personnes, en visant spécifiquement les populations vulnérables, et encourager les victimes à exercer leurs droits en vertu de la loi.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement du Niger a enregistré de faibles efforts en matière d'enquête et poursuite des cas de traite pendant l'année, manquant de mettre en œuvre sa loi sur la lutte contre la traite, l'ordonnance N° 2010-86 sur la lutte contre la traite des personnes. Cette loi interdit toutes les formes de traite, y compris l'esclavage et les pratiques assimilées à l'esclavage, et prescrit une peine de cinq à dix ans d'emprisonnement pour des crimes de traite commis contre des adultes. Ces peines prescrites sont suffisamment sévères, mais elles ne sont pas à la mesure de celles prévues pour d'autres crimes graves tels que le viol. La loi prévoit une peine plus élevée de 10 à

30 ans d'emprisonnement si la victime est mineure. La loi définit l'esclavage et les pratiques assimilées à l'esclavage et interdit spécifiquement la mendicité à des fins d'exploitation. Pendant l'année, cette loi est demeurée non opérationnelle, car elle n'avait pas de décret d'application. En mars 2012, le gouvernement a créé, par décret, deux organes de coordination chargés d'élaborer des politiques de lutte contre la traite et des orientations pour la mise en œuvre de ses lois, première étape vers l'opérationnalité de la loi de la lutte contre la traite. D'autres textes interdisent certaines formes de traite, mais n'ont pas été utilisés pour poursuivre des cas au cours de la période concernée par le présent rapport. Le Code Pénal préexistant du Niger interdit l'esclavage, l'acquisition d'un mineur à des fins de prostitution et l'encouragement ou le fait de tirer profit de la mendicité des mineurs aux termes de ses Articles 270 (tel que modifié en 2003), 292, 293 et 181, respectivement, et l'Article 4 du Code du travail interdit le travail forcé ou obligatoire. La peine de 10 à 30 ans de prison prévue par le Code Pénal pour crime d'esclavage est suffisamment sévère. Les peines prévues par le Code du Travail pour travail forcé, à savoir une amende de 48 à 598 dollars US et de six jours à un mois de prison, ne sont pas suffisamment sévères.

Au cours de la période visée par le présent rapport, les pouvoirs publics ont enquêté deux cas de traite suspectés, mais n'ont poursuivi ou condamné aucun contrevenant, ce qui représente une baisse par rapport à ses efforts de l'année précédente. Il n'a pas été en mesure d'identifier des cas et de mener des enquêtes indépendantes, et n'a pris de mesures répressives que dans un nombre restreint de situations, après que des cas aient été portés à sa connaissance par les ONG locales. Des obstacles structurels ont entravé l'accès des victimes à la justice, car elles ignoraient souvent leurs droits légaux et n'avaient pas les capacités et les moyens nécessaires pour requérir la condamnation de leurs exploités. En décembre 2011, la police a arrêté cinq marabouts suspectés de forcer des enfants à la mendicité, mais a libéré tous ces suspects après deux jours de garde à vue à la police. Dans le même mois, le gouvernement a rapporté avoir arrêté deux autres trafiquants d'enfants présumés qui demeurent en détention préventive à la fin de la période visée par ce rapport ; il n'a pas fourni des détails sur la nature de ce cas. Il n'y a pas eu d'éléments nouveaux sur un cas de 2010 concernant un homme accusé de remettre en esclavage deux anciens esclaves ; de même, on ne dispose pas d'informations sur un cas d'esclavage en suspens depuis 2006, suggérant que cette affaire n'est plus en suspens. Une ONG à Tahoua a rapporté qu'un certain nombre d'affaires d'esclavage sont restées pendantes devant les tribunaux des années durant, mais aucun trafiquant présumé n'a été détenu. Dans un cas scandaleux pendant l'année, le gouvernement a manqué d'initier une enquête ou une action en justice contre un marabout à Agadez connu pour forcer 350 enfants à mendier dans les rues ; certains enfants sont restés sous la garde du trafiquant présumé à l'issue de la période visée par ce rapport. Le gouvernement n'a pas assuré de formation spécialisée aux officiers de police judiciaire en matière d'identification et d'enquête sur les cas de traite, mais les partenaires extérieurs ont dispensé quelques sessions de formation aux responsables. En septembre 2011, les responsables nigériens ont rencontré leurs homologues du Nord Nigéria pour discuter de la traite transfrontalière, mais cette réunion n'a pas enregistré des avancées vers un protocole d'accord bilatéral entre les deux gouvernements. Il a été rapporté que des responsables locaux ont choisi de ne pas poursuivre des cas d'esclavage portés à leur connaissance en raison des liens sociaux

ou politiques des trafiquants présumés. Il n'y a aucune preuve de complicité des responsables dans les actes de traite, bien que des représentants de la société civile aient estimé que la réticence des juridictions à traiter de façon adéquate les affaires d'esclavage portées à leur connaissance traduit une complicité tacite. Aucun responsable du gouvernement n'a fait l'objet d'enquêtes, de poursuites judiciaires ni de condamnations pour implication dans des activités de traite ou crimes liés à la traite au cours de la période visée par ce rapport.

Protection

Le gouvernement a fourni des efforts limités pour protéger les victimes de traite pendant l'année, et il s'est appuyé presque exclusivement sur les ONG et les organisations internationales pour l'identification des victimes et leur prise en charge. Les autorités n'ont pas élaboré ou pris des mesures proactives pour identifier les victimes de traite au sein des groupes vulnérables, tels que les femmes et les filles nées dans des castes d'esclavage traditionnelles ou des enfants qui travaillent sur des chantiers. En plus, il n'y avait aucune procédure formelle pour orienter les responsables à référer les victimes identifiées vers les services de protection; souvent, la police ne savait pas où référer les victimes pour une prise en charge. Les pouvoirs publics ont fourni une assistance médicale et un hébergement temporaire dans des locaux des services sociaux à un nombre réduit de victimes mineures puis ont orienté les d'autres de façon ponctuelle vers des ONG locales pour qu'elles les prennent en charge, mais ils n'ont pas fourni des services aux victimes adultes ou aux victimes de la servitude héréditaire. La majorité de victimes ont été identifiées et prises en charge par des ONG sans l'implication du gouvernement ; les capacités des ONG étaient insuffisantes. Les victimes ont été souvent forcées de retourner dans leurs villages après quelques mois si les ressources de l'ONG s'épuisaient, et quelques enfants passaient la nuit dans des commissariats de police lorsqu'il n'y avait pas de place disponible pour les abriter. Le gouvernement et les ONG ont identifié 490 victimes pendant l'année, dont 315 ont été retirées des situations d'exploitation et certaines ont reçu des services de protection et un abri provisoire. En juin 2011, les responsables administratifs locaux ont travaillé avec une ONG locale et une organisation internationale pour sauver 175 enfants qui avaient été soumis à la mendicité forcée par un marabout à Agadez ; les enfants ont été retournés dans leurs familles, mais n'ont pas bénéficié de services supplémentaires. En raison d'un manque de financement, 175 victimes additionnelles n'ont pas été sauvées pendant cette opération et sont restées sous la garde du marabout. Il a été rapporté récemment que suite aux campagnes de sensibilisation des ONG, d'autres enfants additionnels ont été retirés de la mendicité forcée par leurs parents et membres de leurs familles et sont rentrés dans leurs villages, et seulement un nombre restreint d'enfants restent à l'école du marabout.

Le gouvernement n'a pas aidé de victimes étrangères pour leur rapatriement dans leur pays d'origine pendant l'année, et une ONG a rapporté que quelques rapatriements étaient en attente en raison du manque de fonds ou de la coopération du gouvernement, ou des deux à la fois. Les autorités régionales d'Agadez ont continué à faire fonctionner un comité composé de policiers et de responsables locaux pour venir en aide aux migrants nigériens rapatriés d'Afrique du Nord, afin de leur permettre de rentrer dans leur pays ou communauté d'origine, bien qu'il n'ait pas

déployé d'efforts pour identifier des victimes de traite au sein de cette population.. Le gouvernement a rapporté que les victimes adultes seraient encouragées à aider dans l'enquête et dans la poursuite des cas de traite, bien qu'aucun n'ait été identifié pendant l'année. Il n'y avait aucun rapport indiquant que des victimes identifiées ont été détenues, amendées, ou emprisonnées pour des actes illégaux commis en conséquence directe de traite; cependant, le gouvernement n'a pas fourni d'efforts proportionnés pour identifier les victimes de traite, qui ont pu avoir conduit quelques victimes d'être traitées comme des violateurs de loi. Il n'a pas été signalé de victimes arrêtées, sanctionnées par des amendes ou jetées en prison pour leurs activités illégales résultant directement de leur condition de victimes de la traite ; toutefois, les autorités n'ont pas réalisé d'efforts adéquats pour identifier les victimes de la traite, ce qui a peut-être eu pour effet que des victimes ont été traitées comme des contrevenants à la loi. Les responsables de première ligne n'ont pas reçu de formation en matière d'identification des victimes et de leur transfert vers services de protection ; les gardes de frontière ont souvent refusé l'entrée aux trafiquants et aux victimes suspectés, plutôt qu'essayant de secourir les victimes et de les placer dans des services de protection.

Prévention

Le gouvernement du Niger a fait quelques efforts pour empêcher la traite des personnes pendant l'année. Le Président de la République a parlé publiquement de l'engagement de son administration à lutter contre la traite des personnes, y compris l'esclavage domestique, et les hauts responsables du gouvernement ont prononcé des allocutions lors des stages de formation sur la lutte contre la traite financés par les bailleurs internationaux. En mai et septembre 2011, l'Institut National de la Statistique a rendu publiques des études sur le travail forcé qu'il a produites en partenariat avec une organisation internationale. Il n'y avait aucun organe de coordination des efforts de lutte contre la traite du gouvernement pendant l'année ; la Commission Nationale de Lutte contre le Travail Forcé et la Discrimination regroupant plusieurs intervenants a arrêté ses activités en raison d'un manque de financement. La Commission Nationale de Coordination de la Lutte contre le Traite des Personnes et l'Agence Nationale de Lutte contre le Traite des Personnes, mandatées aux termes de l'ordonnance de 2010 pour élaborer et mettre en oeuvre des politiques de lutte contre la traite au Niger, ont été créées par un décret d'application en mars 2012. Le gouvernement, cependant, n'a pas nommé le personnel et n'a pas mis à disposition le financement nécessaire pour rendre ces organes complètement opérationnels. Pendant l'année, le gouvernement a élaboré un plan d'action quinquennal pour lutter contre la traite. Il n'a pris aucune mesure perceptible pour aborder la question du travail forcé ou des actes de commerce du sexe. Les statuts régissant les forces armées du Niger exigent que les troupes reçoivent une formation sur la lutte contre la traite avant leur déploiement à l'étranger pour des missions internationales de maintien de la paix, bien qu'il n'y ait aucune preuve que le gouvernement a mis en oeuvre cette formation.